



TROIS MEETINGS POUR LES EUROPÉENNES

**Lundi 18 mai, Rennes, 20 h 30, au Triangle
(boulevard de Yougoslavie).**

avec **Arnaud MONTEBOURG**, Bernadette VERGNAUD,
tête de la liste aux européennes

et **Isabelle THOMAS**, Roselyne LEFRANÇOIS et **Maria VADILLO**,

Daniel DELAVEAU, Maire de Rennes
et **Edmond HERVÉ**, Sénateur d'Ille-et-Vilaine



Mercredi 27 mai, à Rezé, 19 heures

avec **Martine AUBRY**, Ségolène ROYAL, Jean-Marc AYRAULT



**Mercredi 3 juin,
à Saint-Brieuc, à 20 h 30**

avec **Michel SAPIN**, ancien ministre,
Jean-Yves LE DRIAN,
Président de la Région Bretagne.



Edito



Par
Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral

Une juste dimension à l'Europe.

Les élections européennes constituent une occasion de sanctionner Nicolas Sarkozy et son gouvernement. Pourtant nous aurions bien tort de ne réduire le scrutin du 7 juin qu'à cette ambition. Il est de la responsabilité historique des socialistes européens de remettre l'Europe en phase avec les besoins des citoyens. Il nous faut donc porter un projet politique qui met la construction européenne au cœur de nos ambitions pour le XXI^e siècle.

Les socialistes européens, pour la première fois, se présentent à ces élections avec une plate-forme commune : le Manifesto, adopté à Madrid le 1^{er} décembre 2008, fort de 6 engagements et de 71 propositions.

Relancer l'économie et éviter le retour des crises financières. Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale. Mettre l'Europe en tête de la lutte contre le changement climatique. Parvenir à l'égalité des sexes en Europe. Donner à l'Europe une politique d'immigration pour le progrès. Faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement.

Les 6 axes de notre manifeste ne proposent ni plus ni moins que de rompre avec une Europe trop marquée ces dernières années par le modèle néo-libéral. Redonner une ambition sur les plans politique, social, économique et environnemental à l'Europe, c'est lui redonner un dessin à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle, c'est proposer aux citoyens de reprendre confiance en elle.

C'est ce que nous devons porter jusqu'au 7 juin dans cette campagne que l'Ump refuse d'engager, ses candidats n'étant par exemple pas connus à un mois de l'échéance.

Sanctionnons Sarkozy, donnons à l'Europe sa juste dimension.



Pourquoi le PS doit-il gagner les élections ?

Les socialistes européens ont rendez-vous avec l'histoire le 7 juin prochain parce que la crise que nous traversons a besoin d'une réponse à la dimension d'un continent. Cette crise n'a rien d'un accident de parcours, c'est le produit de la faillite du système libéral mondialisé qui a déferlé au moment de l'arrivée au pouvoir de Reagan et Thatcher. Depuis, la redistribution des richesses produites s'est inversée au seul profit des actionnaires, la pauvreté et le chômage se sont incrustés massivement et la prospérité est désormais réservée à une poignée de privilégiés. Ainsi l'écart maximal des salaires dans l'entreprise est passé de 1 à 30 à 1 à 300 ! La spéculation tous azimuts (matières premières, denrées alimentaires, immobilier) est devenue l'activité la plus rentable. Dans ce Monopoly géant, rien d'étonnant à ce que l'industrie et la finance se soient concentrés au point de constituer de véritables monopoles. Les politiques nationales ne font plus le poids, la dimension continentale est devenue incontournable.

Quelles sont les propositions des socialistes européens ?

Les socialistes européens ont saisi l'importance de ce rendez-vous puisque, pour la première fois, ils se sont engagés sur un programme commun aux 27 partis socialistes d'Europe. Harmonisation sociale par la mise en place d'un salaire minimum, d'un droit à la retraite et aux allocations chômage ; priorité de l'accès aux services publics sur les règles de la concurrence ; plan de relance stratégique ; prise en compte des conditions sociales, environnementales et des droits humains pour les accords commerciaux signés par l'Union... ainsi se construit le socle d'une Europe de justice, d'égalité, de solidarité et démocratie pour laquelle je m'engage si je suis députée européenne.



I - Comment Rennes Métropole est-elle concernée par les politiques de l'Union Européenne ?

70 % du cadre réglementaire pour les collectivités est d'origine européenne (marchés publics, environnement). Des politiques européennes non contraignantes ont un effet incitatif et nous amènent à dépasser les exigences nationales : en matière énergétique, de droit des femmes par exemple. L'Europe soutient des projets locaux lorsqu'ils sont structurants pour son développement ou son attractivité (réseau haut débit, études 2^e ligne de métro, Centre de Congrès) ou encore pour développer des politiques d'accès à l'emploi pour tous (via le plan local pour l'insertion et l'emploi). Et puis via l'Europe, on peut servir d'exemple lorsqu'on a de l'avance, c'est notre cas en matière de transports urbains propres.

Les enjeux locaux

Ils font l'Europe !

Quels sont tes endroits et œuvres favoris en Europe ?

Je suis fascinée par une petite vallée des Alpes autrichiennes, le Vorarlberg, dont les habitants ont réussi à créer une pure merveille du développement durable. Une architecture bioclimatique répondant avec rigueur aux exigences de la sobriété énergétique, au confort de ceux qui habitent ces bâtiments, à la fois contemporaine et respectueuse de la culture ancestrale de la vallée. Mais mon choix définitif se porte sur le Prado, grand musée de Madrid, non pour son architec-

ture (je lui préfère les remparts de Saint-Malo) mais pour les œuvres qui y sont exposées et en particulier *Guernica* de Picasso dont la rencontre a marqué ma vie. Il résonne encore comme un message d'alerte perpétuel pour l'humanité : en période de crise, lorsque les choix des hommes ne se portent pas sur le progrès et la justice, il faut s'attendre à voir surgir la barbarie.

Isabelle THOMAS

Conseillère Régionale

II - L'Europe c'est quoi pour moi ?

C'est plus de 500 millions d'habitants embarqués dans une révolution douce, inédite, pragmatique et démocratique de la conscience humaine.

Nous sommes passés de la peur entre nations voisines à la recherche d'intérêts communs. Puis nous avons minimisé nos frontières, créé des institutions pour exercer ensemble la gouvernance (devise commune par ex) ; puis nous sommes allés vers toujours plus d'humanité : abolition de la peine de mort, création d'une justice internationale et aujourd'hui nous sommes au seuil d'une nouvelle marche. Si nous élisons un Parlement de gauche, nous entamerons une véritable lutte pour les droits humains pour la préservation de la planète et pour changer les données face à la crise.

Depuis la tour de Babel on n'avait jamais osé imaginer une telle entreprise. Et encore le concept de Babel était axé sur la recherche de plus de pouvoir... nous, nous proposons plus d'humanité !

III - Mes endroits et œuvres favoris en Europe ?

Je suis née en Espagne et ai vu comment la démocratie conjugée à l'esprit d'Europe a ressuscité le pays. Alors je me sens partout chez moi mais ma passion va à nos villes, toutes à taille humaine et qui ont été et sont toujours le berceau de la liberté, du polissage, du métissage, de la mémoire et en même temps de la projection dans l'avenir.

Maria VADILLO

Conseillère Régionale,

*Vice-Présidente de Rennes Métropole
Délégue aux Relations Internationales*

caux des européennes



Les élections européennes sont un moment privilégié pour s'interroger sur l'Europe, son fonctionnement et son avenir. Dans une Union européenne à vingt-sept Etats, fragilisée par la crise, nous

avons plus que jamais besoin de solidarité et d'un cadre institutionnel solide et adapté.

C'est la raison pour laquelle j'appelle de mes vœux la ratification du traité de Lisbonne. Certes, ce traité n'est pas parfait et comporte même quelques reculs par rapport au traité constitutionnel que j'avais à l'époque soutenu. Je regrette notamment que les symboles (drapeau, hymne, devise) aient disparu du texte et que plusieurs Etats aient profité de l'échec du traité constitutionnel pour renégocier certains points et obtenir des dérogations. Ainsi, le Royaume-Uni a par exemple refusé que la Charte des Droits fondamentaux lui soit appliquée, alors qu'il l'avait acceptée dans le cadre du traité constitutionnel, dont elle constituait

la deuxième partie. Mais ce traité de Lisbonne a avant tout le mérite d'avoir pris en compte les préoccupations exprimées par les Français et de permettre de passer d'une Europe bloquée à une Europe solidaire et soucieuse d'aller de l'avant.

Pour que le traité de Lisbonne puisse entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2010, deux Etats membres restent encore à convaincre : la République tchèque et l'Irlande. A nous de leur démontrer qu'il est plus facile de faire la route ensemble que de prendre des chemins séparés.

Roselyne LEFRANÇOIS

Députée européenne
Adjointe au Maire de Rennes



Entretien avec

Jean-Yves LE DRIAN,

Président du Conseil régional de Bretagne

En tant que membre du Comité des régions à Bruxelles, vous venez de rendre un rapport sur la cohésion territoriale. De quoi s'agit-il exactement ?

Il s'agit de la réponse du Comité des Régions au récent Livre Vert de la Commission européenne sur la cohésion territoriale. Comme tous les Livres Verts, celui-ci ouvre une consultation sur l'avenir d'une politique européenne. Le Comité des Régions est particulièrement compétent pour donner son avis sur ce sujet. En effet, l'Union européenne doit permettre à tous ses citoyens, quel que soit le territoire où ils vivent, de bénéficier de manière équita-

ble de sa dynamique de progrès. C'est cela, la cohésion territoriale. Sans elle il n'y aura pas de destin commun partagé par les citoyens européens.

Dans l'avis adopté par le Comité des Régions, je regrette le manque d'ambition de la Commission dans son Livre Vert. Pour moi, le principe de cohésion territoriale doit devenir un des objectifs transversaux de l'Union afin d'en imprégner l'ensemble des politiques.

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets ?

Sur le terrain, les membres du Comité des Régions constatent depuis longtemps des contradictions entre différentes politiques communautaires. Par exemple, quand une autoroute financée par l'Europe est censée traverser une zone classée au titre de la directive habitats. Ou encore lorsque le bilan de santé de la PAC acte une augmentation des quotas laitiers sans tenir compte des conséquences lourdes dans certaines régions, notamment une baisse des revenus. En demandant des études d'impact territorial en amont des décisions sur toutes les politiques, nous souhaitons éviter les effets négatifs d'une mise en œuvre trop sectorielle des politiques.

Vous insistez aussi sur les services publics ?

La défense de l'accès aux services de proximité pour les citoyens est essentielle en effet. Mais la répartition équilibrée de ces services

d'intérêt général est aujourd'hui mise en cause par certaines politiques communautaires, dans un contexte toujours plus libéralisé. C'est une question cruciale pour les membres du Groupe PSE, aussi bien au Parlement européen qu'au Comité des 20 Régions. Pour nous, l'accès aux services de proximité doit être le pilier central de la politique de cohésion territoriale. Ce principe doit notamment pouvoir déroger aux règles de concurrence.

Y'a-t-il un lien entre ce rapport et la création à votre initiative d'un intergroupe automobile au sein du Comité des Régions ?

Absolument. L'exigence de cohésion territoriale est d'autant plus pertinente dans une période de crise. Les Régions d'Europe ont leur mot à dire sur la mise en place de plans de relance et de fonds à destination des PME et des salariés ayant perdu leur emploi (pour leur permettre de se former et/ou de se réorienter par exemple). C'est pourquoi j'ai été à l'initiative de la création de cet intergroupe sur la crise automobile. Il a d'ailleurs connu un succès rapide et inespéré avec plus de 50 membres issus de 11 pays. C'est dans ce cadre que nous avons notamment proposé des modifications au FEM, le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, pour qu'il puisse bénéficier à un plus grand nombre de salariés, sur tous les territoires.

La campagne en pratique

La Liste

Titulaires :

Bernadette Vergnaud
Stéphane Le Foll
Isabelle Thomas
Yannick Vaugrenard

Françoise Mesnard
Michel Morin
Roselyne Lefrançois
Guy Moreau
Norma Mevel Pla

Suppléants :

Pouria Amirshahi
Maria Vadillo
Gwenegan Bui
Madeleine Ngombet-Bitoo

Eric Thouzeau
Hélène Brus
Mathieu Durquety
Sylvie Pichot
Andrew Lincoln

**Vous
êtes absents
le 7 juin**

**PENSEZ
AU VOTE
PAR
PROCURATION**

Comment établir une procuration pour voter ?

L'échéance électorale se rapproche et, le jour J, toutes les voix comptent. Certains d'entre vous ne seront peut-être pas disponibles pour se rendre à leur bureau de vote. C'est le moment d'établir une procuration pour un électeur de leur choix.

Cette démarche est gratuite et il n'est pas utile de se munir d'une demande de justificatif d'ab-

sence. Seule une attestation sur l'honneur mentionnant le motif de l'absence est demandée (vacances, raisons professionnelles, formation...)

Où établir sa procuration ?

En se rendant personnellement au commissariat de police ou à la brigade de gendarmerie de son domicile ou de son lieu de travail ou bien au tribunal d'Instance de son domicile ou de son lieu de travail. C'est à la personne qui donne procuration d'effectuer la démarche.

A qui confier sa procuration ?

Vous pouvez confier une procuration à un électeur de votre choix, mais il doit être électeur dans votre commune. Un même électeur ne peut détenir plus de deux procurations, dont une seule établie en France.

Quels papiers prendre ?

Il convient de se munir d'une pièce d'identité, avec le nom, prénom, profession, adresse date et lieu de naissance et le lieu de naissance du mandataire retenu.

POUR SE RENDRE AUX MEETINGS DE REZÉ ET SAINT-BRIEUC.

Un service de cars est mis en place au départ de Rennes, près du local fédéral (45 bis, bd de la Liberté).

Mercredi 27 mai, à Rezé, départ des cars à 17 h 30

Mercredi 3 juin, à Saint-Brieuc, départ des cars à 19 heures

Inscription par téléphone au 0299316100
ou par mail à fede35@parti-socialiste.fr

Comité de soutien à la liste «**Changer l'Europe, maintenant**» conduite par **Bernadette Vergnaud** pour les élections européennes du 7 juin 2009.

<http://www.changerleurope.fr/ouest/>

NOM : _____ Prénom : _____

Responsabilité électorale : _____

Profession : _____ Age : _____

Domicile : _____

_____ Téléphone : _____

Adresse électronique : _____

J'accepte que mon nom soit rendu public oui non (Barrer la mention inutile).

Signature obligatoire :

Talon à renvoyer à
Parti Socialiste, 45 bis, boulevard de la Liberté - 35000 Rennes

Présence dans les bureaux de vote le 7 juin pour la surveillance du scrutin

La campagne est lancée, elle ne se terminera qu'à la fin du dépouillement des urnes le dimanche 7 juin. Nous souhaitons assurer la présence de délégués dans chaque bureau de vote.

Nous faisons appel aux militants et sympathisants pour veiller au bon déroulement du scrutin. Merci de bien vouloir nous transmettre — par fax au 02 99 35 18 96, par mail à fede35@parti-socialiste.fr ou par retour du courrier au 45 bis, bd de la Liberté - 35000 Rennes la fiche ci-dessous. À envoyer au plus tard le 28 mai.

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Code postal : _____

Ville : _____

né(e) le : _____ à : _____

Tél personnel : _____ Tél portable : _____

Adresse mail : _____

inscrit(e) sur les listes électorales du bureau n° _____ du centre (école) de vote de la commune de :

accepte d'être délégué de la liste conduite par **Bernadette Vergnaud** le dimanche 7 juin.